



Lille, le 17 septembre 2019

Communiqué

Gérald Darmanin place les finances publiques dans la seringue de l'austérité

Éric Bocquet

 SÉNATEUR
DU NORD

*Secrétaire du Sénat**Vice-Président de la
commission des finances**Conseiller municipal
de Marquillies**Sénat :
15, avenue Vaugirard
75006 PARIS**Permanence parlementaire
18, rue d'Inkermann
59000 LILLE**Attachée parlementaire :
Frédérique HAFFAF
03 20 63 08 25
frederique.haffaf@orange.fr
f.haffaf@clb.senat.fr*

Le ministre de l'action et des comptes publics a lancé une réforme de réorganisation des finances publiques. Plus qu'une réorganisation, c'est une restructuration au sabre clair qui est annoncée avec la suppression des trésoreries de plein exercice, l'implantation des services comptables dans les seuls pôles urbains, et l'ouverture de permanence de manière épisodique. Cela ouvre ainsi une grande période d'incertitude et d'inquiétude pour les agents, les usagers et les élus locaux.

De très nombreux agents sont d'ailleurs mobilisés contre ce plan à l'image du mouvement de grève de ce lundi 16 octobre. Dans le département du Nord, près de la moitié des agents était en grève et prêt de 75 % des trésoreries étaient fermées.

Aujourd'hui Monsieur le Ministre nous parle de concertation. Or, nous le voyons bien, tout est déjà verrouillé. Il nous parle de l'ouverture de nouveaux points d'accueil et de proximité et d'une implantation plus importante notamment de la ruralité. Mais il omet de dire que ces points d'accueil ne seront ouverts que de manière partielle et surtout que les trésoreries, alors qu'elles sont ouvertes aujourd'hui à temps plein, seront purement et simplement fermées.

Nous savons que Gérald Darmanin est un bon communicant. Avec trois grammes de savon il est capable de faire trois baignoires de mousse. Pour autant nous ne sommes pas dupes. La réalité est beaucoup plus complexe que ce qu'il annonce.

En effet, et pour ne prendre que cet exemple, comment peut-il ouvrir de nouveaux points d'accueil alors que dans le même temps il a annoncé la suppression de 5 800 emplois au sein de son ministère d'ici 2022. Les premiers à en pâtir seront les usagers et notamment les publics les plus fragiles.

C'est pourquoi je m'oppose fermement à ce plan de réorganisation des finances publiques et soutiens avec force la mobilisation des agents et des élus.

Eric Bocquet
Sénateur du Nord